

PJ N°12 : Eléments permettant d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 1/7

Sommaire

1.	COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE.....	3
2.	COMPATIBILITE AVEC LE SAGE	4
3.	COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES	5
4.	COMPATIBILITE AVEC LE PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS	5
5.	PLAN NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS.....	6
6.	COMPATIBILITE AVEC LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS	6
7.	COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME D’ACTIONS NATIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D’ORIGINE AGRICOLE	7
8.	COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME D’ACTIONS REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D’ORIGINE AGRICOLE	7
9.	COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE PROTECTION DE L’ATMOSPHERE	7

1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, le SDAGE, "fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau".

Il appartient au SDAGE de déterminer les périmètres qui peuvent faire l'objet d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), c'est-à-dire les cadres de réalisation optimale de ces schémas s'appuyant d'abord sur une cohérence hydrographique, comme le demande l'article 5 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Les documents d'urbanisme et d'orientation (PLU, SCOT...) doivent être en cohérence avec les orientations fondamentales et les objectifs du SDAGE.

Le SDAGE réglementairement en vigueur est le SDAGE 2010-2015 suite à l'annulation de l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 adoptant le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2016-2021 et arrêtant le programme de mesures (PDM) 2016-2021.

L'annulation a été prononcée par jugements en date des 19 et 26 décembre 2018 du Tribunal administratif de Paris, à la demande d'UNICEM régionales, de chambres départementales et régionales d'agriculture, ainsi que de fédérations départementales et régionales des syndicats d'exploitants agricoles.

On peut toutefois se baser sur la version 2016-2021 pour l'état et les objectifs des masses d'eau.

Le SDAGE 2022-2027 est en cours d'élaboration.

Le SDAGE 2010-2015 accompagné du programme de mesures (PDM 2010-2015) est ainsi le plan de gestion demandé par la DCE.

Le SDAGE 2010-2015 Seine-Normandie a été approuvé par arrêté préfectoral le 20 novembre 2009.

Il compte 33 orientations et 146 dispositions qui sont organisées autour de grands défis et 10 orientations et 42 dispositions organisées autour de leviers d'actions.

- Défi 1 Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants "classiques"
- Défi 2 Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
- Défi 3 Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses
- Défi 4 Réduire les pollutions microbiologiques des milieux
- Défi 5 Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
- Défi 6 Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
- Défi 7 Gérer la rareté de la ressource en eau
- Défi 8 Limiter et prévenir le risque inondation
- Levier 1: Acquérir et partager les connaissances
- Levier 2: Développer la gouvernance et l'analyse économique.

Les orientations fondamentales et dispositions de ce SDAGE, qui peuvent avoir une implication sur l'exploitation du site sont :

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 3/7

Orientation 1 - Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux. (Défi 1 : la diminution des pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques)

Disposition 1 : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur :

Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) et palliatives (maîtrise de la collecte et des rejets) (Défi 1 : la diminution des pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques)

Disposition 7 - Réduire les volumes collectés et déversés par temps de pluie

Disposition 8 - Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales

Orientation 33 - Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation. (Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation)

Disposition 146 - Privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle limitant le débit de ruissellement.

Pour une ICPE formulant une demande d'enregistrement, ces 4 dispositions se traduisent par :

- « L'analyse de l'impact des rejets sur le milieu aquatique récepteur par rapport aux objectifs généraux de non dégradation et aux objectifs de bon état physico-chimique des masses d'eau (cf. annexe du SDAGE), y compris concernant l'élévation de température. Une modélisation pourra s'avérer utile ;
- « le traitement des rejets en mettant en œuvre les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable pour réduire leur impact sur le milieu récepteur ; si nécessaire, la recherche et la mise en œuvre de techniques alternatives ou complémentaires, éventuellement temporaires, permettant de limiter les rejets (par exemple : réutilisation en irrigation, stockage en période défavorable, aménagement d'une zone de rejet végétalisée, infiltration des eaux traitées ou transfert du rejet vers un milieu récepteur moins sensible...) ;

Les eaux pluviales sont traitées à la parcelle via l'utilisation de bassins d'infiltrations :

- Les eaux pluviales de toiture (non polluées) sont directement envoyées au bassin d'infiltration ;
- Les eaux pluviales de voiries sont envoyées dans les bassins d'infiltration après traitement par un séparateur d'hydrocarbures.

En cas de sinistre, une vanne asservie à la détection incendie dirige l'ensemble des eaux collectées vers un bassin de confinement dit « bassin sinistre ».

2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE

La commune de LUNERAY n'est pas située dans le périmètre d'un SAGE.

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 4/7

3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES

Le schéma régional de carrières est instauré par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « loi ALUR ». Il participe à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières de 2012, en déclinant trois de ses objectifs :

- répondre aux besoins et optimiser la gestion des ressources de façon économe et rationnelle ;
- inscrire les activités extractives dans l'économie circulaire ;
- développer le recyclage et l'emploi des matériaux alternatifs.

L'article L. 515-3 du code de l'environnement, dans sa rédaction issue de la loi susmentionnée, prévoit que chaque région élabore et met en œuvre un schéma régional des carrières en lieu et place des précédents schémas départementaux des carrières.

Le décret n°2015-1676 du 15 décembre 2015, relatif aux schémas régionaux et départementaux des carrières ainsi qu'à l'application du code de l'environnement outre-mer, détaille le contenu et les modalités d'élaboration, d'évaluation, de mise à jour et de révision du schéma.

Le schéma régional des carrières est élaboré et approuvé par le préfet de région. La DREAL, service du ministère de la transition écologique et solidaire compétent pour l'instruction des autorisations de carrières et de l'application du code de l'environnement, est en charge de la conduite de ce projet.

Le schéma départemental des carrières de la Seine-Maritime a été approuvé par un arrêté préfectoral en date du 27 août 2014.

Les orientations fixées par le SRC s'appliquent aux futures autorisations d'exploitations de carrières.

Le projet n'est donc pas concerné.

4. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS

Le Plan National de Prévention des Déchets 2014 – 2020 a été approuvé par arrêté ministériel le 18 août 2014. Le plan national de prévention des déchets (PNPD), piloté par le ministère de la transition écologique, vise à fournir une vision d'ensemble des orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions à mettre en œuvre

Il constitue également un outil opérationnel qui permet d'assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention

Ses objectifs principaux au nombre de 5 sont :

- Axe 1 - Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services
- Axe 2 - Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation
- Axe 3 - Développer le réemploi et la réutilisation
- Axe 4 - Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets
- Axe 5 - Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets

La concertation préalable sur le PNPD se déroule du 30 juillet au 30 octobre 2021.

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 5/7

La plate-forme logistique n'a pas d'activité de production. Il s'agit d'entreposage, transit, regroupement de marchandises. Elle génère peu de déchet. L'activité ne génère pas de déchets dangereux récurrents (excepté les boues de vidange des séparateurs hydrocarbures).

Ses déchets seront triés, et pour le mieux valorisés par des filières adaptées.

5. PLAN NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS

Voir chapitre précédent.

6. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Depuis le 15 octobre 2018 et la décision de son Assemblée, la Normandie est la première région métropolitaine dotée d'une stratégie globale et concertée en matière de réduction et de valorisation des déchets.

Le PRPGD est le plan unique à l'échelle régionale, de prévention et de gestion des déchets, et se substitue aux trois types de plans préexistants : le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics et le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Parmi les principaux nouveaux objectifs figurant dans le PRPGD, repris à l'article L.541-1 du code de l'environnement, citons notamment :

- La réduction de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant et la réduction des quantités de déchets d'activités économiques, notamment de ceux issus du secteur du bâtiment et des travaux publics, d'ici 2020 (par rapport à 2010).
- Une progression dans le tri à la source des déchets organiques pour le service public, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets d'ici à 2025.
- L'augmentation de la quantité de déchets valorisés sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation 55% en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65% en masse en 2025.
- L'extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022. > La valorisation sous forme de matière de 70% des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020.
- La réduction de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 et de 50% en 2025 (par rapport à 2010).
- La progression vers la tarification incitative : avec un objectif national de 15 millions d'habitants en 2020 et 25 millions en 2025.

La plate-forme logistique n'a pas d'activité de production. Il s'agit d'entreposage, transit, regroupement de marchandises. Elle génère peu de déchet. L'activité ne génère pas de déchets dangereux récurrents (excepté les boues de vidange des séparateurs hydrocarbures).

Ses déchets seront triés, et pour le mieux valorisés par des filières adaptées.

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 6/7

7. COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME D'ACTIONS NATIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

L'arrêté interministériel du 16 octobre 2016 et 24 avril 2017 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, constitue le 6^{ème} programme d'actions national « nitrates ». Le programme d'actions national, complété par les cinquièmes programmes d'actions régionaux en vigueur, est entré en application dès sa parution sur l'ensemble des zones vulnérables françaises désignées à cette date.

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

Le site est placé en zone vulnérable, mais les activités de la plate-forme logistique Neveu ne sont pas agricoles.

8. COMPATIBILITE AVEC LE PROGRAMME D'ACTIONS REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

L'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates date du 30 juillet 2018.

Le site est placé en zone vulnérable, mais les activités de la plate-forme logistique ne sont pas agricoles.

9. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

A l'échelle d'un territoire (agglomération...), le plan de protection de l'atmosphère (PPA) a pour objectif de ramener la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau conforme aux normes de qualité de l'air. Pour cela, il définit les objectifs permettant de ramener, à l'intérieur de ce territoire, les niveaux globaux de concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau conforme aux valeurs limites ou, lorsque cela est possible, à un niveau conforme aux valeurs cibles.

Obligatoire pour certains territoires (agglomérations de plus de 250 000 habitants...), ce plan est élaboré par le préfet et soumis à l'avis (notamment) des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) intéressés.

Le PPA permet notamment aux maires et présidents d'EPCI, dans le cadre de leurs compétences en matière de police :

- d'arrêter des mesures préventives (temporaires ou permanentes) pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique ;
- de créer au besoin des zones de circulation restreinte (article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales)...

Il n'y a pas de PPA sur le territoire de Luneray

A2106.080	Enregistrement	PJ n°12
		Page 7/7